

Grandeur et déclin de la bourgeoisie allemande

Felipe Quispe, quant à lui, ne parvient pas à imposer sa présence au parlement. Il renonça plus tard à occuper son mandat de député. Parallèlement à la vie parlementaire des deux organisations, la vie politique, les directives du FMI et la décision du gouvernement de vendre le gaz réactivèrent la mobilisation. Dépassant les clivages des dirigeants, les mouvements sociaux peu à peu iront en unifiant leur lutte, exigeant la nationalisation des hydrocarbures et la réalisation d'une Assemblée Constituante. La forte mobilisation obligera Gonzalo Sánchez de Lozada à renoncer (octobre 2003), comme son successeur, Carlos Mesa en juin 2005. Dans ce bouillonnement social, entrera un nouvel acteur, la Federacion de Juntas de Vecinos de El Alto (FEJUVE), qui en janvier 2005 organisera une mobilisation pacifique qui arrachera au gouvernement un décret pour mettre un terme au contrat avec la multinationale française, Suez Lyonnaise des Eaux, qui gérait l'eau depuis 1997.

Vers les élections

L'irruption de mouvements qui dans leur combat pour la défense des ressources naturelles (eau, hydrocarbures) et leur volonté de changer le pays (Assemblée Constituante) marquent une période de lutte pour "arracher le pouvoir" à un gouvernement qui a conduit une politique d'exclusion sociale et de livraison des ressources aux intérêts transnationaux. Le panorama des élections du 4 décembre se présente différemment de celui de juin 2002. Les dissidences au sein des mouvements sont minorées et la construction d'un front large et populaire autour du MAS (rêve inaccompli de Morales) paraît devenir réalité. La Coordinadora del Agua, sans abandonner ses réticences et ses critiques à l'égard du MAS et son représentant, a décidé d'appuyer cette candidature considérant que ces élections ne sont pas ordinaires et qu'il est nécessaire de concentrer toutes les forces en une seule proposition pour faire barrage à la droite et aux partis traditionnels au pouvoir. Mais tous ne convergent pas dans cette voie, Felipe Quispe poursuit son itinéraire solitaire avec le MIP, de même le dirigeant de la FEJUVE, Abel Mamani, qui suite à un épisode obscur, se voit marginalisé des listes de candidats du MAS. Les enquêtes donnent le MAS vainqueur (28%) contre Jorge Quiroga (22%), ancien président et représentant de la droite conservatrice. Pourvu que le bolivien y gagne! ■

Sergio CACERES

Les droites européennes attendaient avec impatience la victoire électorale de leur représentante allemande, Angela Merkel. Les réactionnaires polonais, le patronat allemand, le chef de l'UMP française, Nicolas Sarkozy, et le président de la Commission Européenne lui avaient rendu hommage par avance. Tous ont vanté son programme : pro-atlantiste et militariste, chrétien et moraliste, protestant et paternaliste, antisyndical et élitiste, néoconservateur et néolibéral. La candidate Merkel donne en effet toutes les garanties d'une bonne gouvernance, puisqu'elle s'est montrée capable de trahir à la fois la bourgeoisie qui perd, en tuant son père politique Helmut Kohl, et de trahir doublement le mouvement ouvrier, en militant dans les jeunesses stalinienne de RDA avant de rallier la droite ouest-allemande.

Pourtant, les partis de gauche sont sortis majoritaires de ce scrutin, bien que les mass media aient précocement célébré leur défaite finale. Les sociaux-démocrates sont certes

sanctionnés pour leur harcèlement administratif des chômeurs (réforme Hartz), pour les régressions sociales qu'ils ont organisées au sujet des retraites et de la sécurité sociale et pour leur indifférence envers les licenciements collectifs. Cependant, le nouveau parti à gauche – Linkspartei – atteint presque 9%, ce qui porte le total des voix de gauche à plus de 55% si on y inclut les Verts. Après le rejet de la Constitution européenne par les citoyens français, grâce à la gauche critique, il s'agit bien du second revers crucial de la droite européenne en l'espace d'un an. Les deux premières puissances capitalistes de l'UE sont traversées par des résistances sociales et politiques qui l'empêchent d'imposer son projet politique. La propagande permanente de la presse libérale et de la télévision en faveur de la droite n'ont eu aucun effet tangible sur le résultat du vote, ce qui inquiète singulièrement la bourgeoisie allemande.

Avant de revenir sur les raisons de cette situation, nous rappelons les scores des législatives allemandes :

Législatives	SPD	Linkspartei	Verts	CDU-CSU	FDP
2002	38,6%	4,0% (PDS)	8,5%	38,5%	7,3%
2005	34,3%	8,7%	8,1%	35,2%	9,8%

L'échec de la droite chrétienne-démocrate est triple. Même si Mme Merkel a pu former un gouvernement grâce au soutien de la social-démocratie, sa propre coalition a d'abord été minoritaire (CDU-FDP). De plus, son parti perd plus de 3% et obtient l'un de ses plus mauvais résultats depuis les années 50. Enfin, elle est obligée de gouverner sans l'aile radicale de la droite néolibérale, le FDP, mais avec les socialistes. Cette configuration est conspuée par le patronat, qui a compris qu'une telle coalition des perdants ne sera pas capable de renverser les structures institutionnelles traditionnelles, notamment la cogestion dans les entreprises et les conventions collectives de branche (Mitbestimmung et Tarifautonomie). Dans le même temps, ce gouvernement du grand centre affrontera une opposition de gauche massive. Car le Linkspartei, les Verts, les principaux syndicats (IG Metall, Ver.di) et les associations de gauche (ATTAC, Forums sociaux, etc.) partagent désormais certaines revendications centrales, par exemple l'instauration d'un salaire minimum, l'augmentation substantielle des allocations chômage, l'arrêt des baisses fiscales, la défense du droit d'asile

et la sortie du nucléaire.

Le Linkspartei apparaît ainsi comme la force fédératrice du nouveau bloc de la gauche oppositionnelle en voie de formation. Sa percée a empêché un gouvernement de droite, puisque sans sa présence CDU et FDP disposeraient d'une majorité parlementaire. La campagne de ce parti a placé la question sociale au centre du débat public, provoquant un virage à gauche du SPD et des Verts, du moins dans les discours. Le Chancelier Schröder a repris des vieux thèmes syndicaux, tandis que le chef du SPD et nouveau Vice-Chancelier, Müntefering, a comparé les fonds d'investissement capitalistes à une nuée de criquets (*Heuschreckenschwarm*) s'abattant sur les acquis sociaux. Les Verts ont renoncé aux baisses fiscales en faveur des classes moyennes, tout en se rebaptisant « Moderne Linkspartei », en singeant le nouveau parti de gauche. Le Linkspartei dépasse aussi les limites régionales du PDS, parti ex-communiste est-allemand, en dépassant pour la première fois la barre des 5% dans presque tous les Länder ouest-allemands, à l'exception du Sud catholique. Il monte à plus de 8% dans les villes de la Ruhr, près de 20% dans la Sarre et 16% dans plusieurs circonscriptions ouest-berlinoises, et il obtient 25% en Allemagne orientale. En dehors de ces endroits, qui signalent une base ouvrière et syndicale significative, près d'un quart des sans emploi ont voté pour ce parti à l'échelle nationale. Il s'agit effectivement de la seule force politique qui s'est opposée au harcèlement administratif des chômeurs, décidé par le gouvernement Schröder. En revanche, le Linkspartei est assez mal représenté chez les jeunes et très mal chez les femmes, car sa structure sociale correspond en premier lieu à la classe ouvrière industrielle et masculine. Si son discours politique prend en compte la précarité et le chômage de masse, il ne contient que peu d'allusions au féminisme et les deux porte-parole du Linkspartei – Lafontaine et Gysi – sont des hommes âgés qui ressemblent au profil des professionnels des grands partis. Dès la constitution du groupe parlementaire de 54 députés, les femmes sont entrées en révolte, en exigeant la distribution paritaire des postes et une porte-parole pour les questions liées au droit des femmes. Ce profil politique et social du parti explique pourquoi le lien avec le mouvement altermondia-

liste est encore faiblement développé, tandis que les revendications quantitatives au sujet du pouvoir d'achat occupent le devant de la scène.

À mon sens, le Linkspartei a été dépassé par l'ampleur de la mobilisation sociale et de la crise politique qui s'exprime dans les législatives. La percée de ce parti véhicule un potentiel de contestation qu'il a lui-même du mal à nommer et à organiser.

Une partie de la nouvelle force politique à gauche étant issue du mouvement communiste, nous rappelons que W.I. Lénine définissait la crise politique comme un moment qui intervient quand ceux d'en haut « ne peuvent plus », tandis que ceux d'en bas « ne veulent plus ». La dissolution de l'Assemblée fédérale (Bundestag) a d'ailleurs officiellement été motivée par le fait que le gouvernement de gauche ne disposait plus des moyens de mener sa politique, qui a été soutenue par la droite depuis trois ans via la deuxième chambre, le conseil fédéral (Bundesrat). Dans le même temps, le mouvement populaire spontané contre les réformes régressives de l'assurance chômage, qui a réuni près de 300 000 personnes en 2004, ainsi qu'une série de grèves sauvages dans l'industrie, signalent que ceux d'en bas ne veulent plus suivre cette politique. Sans pour autant formuler une quelconque alternative révolutionnaire, les citoyens expriment leur « ras'l bol » (*Schnauze-voll Gefühl*) dans la rue et dans les urnes.

Pour autant, le retour à une politique social-démocrate classique n'est en rien une réponse réaliste à cette situation. Depuis la chute du mur de Berlin et singulièrement depuis la fin des années 90, les gouvernements allemands tentent rien de moins que d'adapter les structures traditionnelles de la société à la mondialisation capitaliste, mais les résistances à cette conversion sont très importantes. Kohl avait signé son arrêt de mort en 1996 lorsqu'il a attaqué l'une des principales victoires du syndicalisme allemand, le paiement intégral des indemnités maladie. Schröder, élu grâce au soutien des syndicats, lui a succédé en cherchant à impliquer le syndicalisme et le patronat dans une stratégie du nationalisme concurrentiel, appelé « Alliance pour le travail et la compétitivité ». Comme l'aile gauche des syndicats a

freiné le processus, il a finalement heurté frontalement ceux-ci, lors de la grève pour les 35 heures en Allemagne de l'Est, avant de perdre les élections.

Pour s'adapter à la mondialisation et liquider le « capitalisme rhénan », qui constitue une force d'inertie considérable qui entrave l'accélération capitaliste et son processus de marchandisation, les élites dirigeantes essaient de briser les obstacles institutionnels de la République issue de l'après-guerre. Hormis la cogestion et les conventions collectives, qui fondent le pouvoir syndical sur un plan institutionnel et légal, il s'agit de rompre avec la tradition pacifiste qui découle de la défaite du nazisme, afin de s'insérer dans le jeu impérial contemporain. Parallèlement, il faut déconstruire le contrôle démocratique à l'échelle européenne et nationale, notamment par l'affaiblissement de l'équilibre des pouvoirs régionaux et fédéraux. La cohabitation conflictuelle entre des Länder de droite et un gouvernement fédéral de gauche – et vice-versa – ralentit considérablement le processus de conversion politique de l'Etat national. Pour compléter le tableau, on peut ajouter le système de l'Etat social qui répond à des ramifications complexes.

La droite a présenté un programme thatcherien de choc très cohérent en rapport à tous ces champs de bataille, mais elle a été battue à plate couture par un électorat de gauche qui s'est réveillé à la dernière minute. Merkel aurait voulu abroger l'indépendance des conventions collectives, rallier l'OTAN sans discussion, faire passer la Constitution européenne malgré l'opposition française, et normaliser les institutions nationales grâce à une écrasante majorité de droite dans les deux chambres. Le sort de l'Etat social aurait été réglé par l'asphyxie budgétaire, grâce à un impôt sur le revenu « flat-rate » généralisé à hauteur de 25%.

Ce programme était très clair, mais a complètement négligé la nécessaire adhésion populaire, vécue comme une entrave par les chefs de la droite libérale. Par conséquent, la base ouvrière chrétienne s'est massivement abstenue ou a même voté pour la Linkspartei.

La social-démocratie n'arrive pas non plus à résoudre cette contradiction entre sa fonction étatique et sa légitimité politique et populaire, mais elle a mieux com-

pris le dilemme. À deux reprises, elle a sauvé les meubles aux législatives en flattant l'électorat de gauche : En 2002, par son opposition à la guerre en Irak; en 2005 par sa défense de la cogestion et des conventions collectives. Ces positionnements ne doivent pas faire oublier la guerre anticonstitutionnelle contre la Serbie aux côtés de l'OTAN et les offensives médiatiques contre les syndicats que le gouvernement Schröder a menées auparavant.

Les législatives ont apporté une démonstration de cette contradiction grandissante entre la conversion concurrentielle de l'Etat et les attentes sociales d'une forte majorité de la société allemande. Malheureusement, la Linkspartei n'a pas réussi à exposer cet enjeu politique, car elle focalise ses efforts sur une agitation para-syndicale, qui est néanmoins la bienvenue dans la situation actuelle. Certains dirigeants sociaux-démocrates pensent jouer habilement avec les ressorts de la mobilisation sociale de gauche, en tenant un discours qui confine parfois à l'anticapitalisme, avant de retourner à la gestion froide du pouvoir, mais cette conception du marketing politique ignore certainement la dynamique des contradictions politiques. La critique publique du management et des groupes capitalistes, affirmée par des responsables de la social-démocratie, non seulement lé-

gitime les syndicats, mais encourage aussi directement les mobilisations et discussions au sein des entreprises, comme des dirigeants de la principale fédération allemande -Ver.di - nous l'ont confié. Cette interaction entre le champ politique et l'entreprise affaiblit les séparations que le libéralisme classique a établies, entre le politique et le social, entre l'Etat et la société civile. Le mouvement politico-social qui se constitue aujourd'hui à gauche du SPD peut s'engouffrer dans cette brèche ouverte dans l'ordre établi.

Ici réside sans doute l'un des principaux enseignements politiques qu'une gauche européenne digne de ce nom puisse méditer. L'exemple allemand montre qu'il est pensable et possible de sortir du schème fondateur de la social-démocratie européenne, basé sur une coupure, entre la fonction politique-gestionnaire du parti d'un côté, et la fonction économique-sociale des syndicats de l'autre. La convergence du parti de gauche avec les mouvements sociaux esquisse un espace public oppositionnel qui échappe à cette distinction stérile, sans tomber dans un léninisme étroit et dirigiste. La formation qui s'annonce regroupe différents courants politiques est- et ouest-allemands, des associations altermondialistes, écologistes et féministes, les gauches syn-

dicales et les nombreux citoyens engagés qui n'appartiennent à aucun parti en particulier, mais à la gauche toute entière. L'une des questions est de savoir comment passer de l'expérience allemande au champ européen. La contestation sociale contre le gouvernement Schröder a d'abord concerné le programme de réforme dit « 2010 », qui n'est que l'application nationale de la stratégie que l'Union européenne et ses chefs d'Etat ont entérinés lors du sommet de Lisbonne en 2000. Les objectifs de libéralisation et de privatisation que les gouvernements socialistes et conservateurs ont alors fixés doivent être réalisés jusqu'en 2010. Ce lien n'est qu'à peine apparu lors des débats publics au cours de la campagne électorale allemande, pas plus que le rapport entre le non de gauche français à la Constitution européenne et la percée de la Linkspartei. Pourtant, les sidérurgistes allemands s'étaient inspirés de la grève française de l'hiver 1995, en agitant des drapeaux tricolores, ainsi qu'une banderole disant : « Il faut apprendre le français au patronat allemand ! ». Il s'agit donc de développer des grèves, résistances et alternatives polyglottes dans l'ensemble de l'Union Européenne, puisque la droite parle la même langue partout. ■

Alex NEUMANN

BREVES

Rencontre Alternatifs-PCF

Une rencontre au niveau national entre des délégations du PCF et des Alternatifs a eu lieu le mardi 11 octobre. Un échange de vue sur la situation politique, l'évolution des comités du 29 mai, les représentants des Alternatifs réaffirmant leur souhait qu'ils se saisissent de l'ensemble des questions politiques du moment, le débat en cours au sein des deux formations.

Les représentants du PCF ont insisté sur la volonté de leur parti de mener sur le fond le débat sur les contenus d'une politique alternative, souhait partagé par les représentants des Alternatifs.

Le PCF nous a informé du développement des forums qu'il a initié et souhaite co-organiser. Un forum national organisé en région parisienne le 26 novembre sera une étape importante du processus.

Compte tenu de la disparité des situations locales, les Alternatifs ne souhaitent pas co-organiser nationalement les forums, à charge pour les départements et villes de participer aux initiatives locales. Les Alternatifs seront représentés au forum national du 26 novembre, et apporteront leurs contributions aux débats à venir. ■

Services publics Paris 19 novembre

A l'initiative de la fédération des comités de défense des services publics, une manifestation nationale aura lieu le samedi 19 novembre à

Paris pour défendre, développer, démocratiser les services publics. De nombreuses organisations politiques et syndicales ont fait part de leur volonté de faire de cette manifestation une échéance majeure. Pour les Alternatifs, qui s'engagent dans la mobilisation, la manifestation doit faire une place majeure aux collectifs et aux régions, permettre l'expression d'un courant de masse contre les attaques qui menacent les services publics au niveau international (AGCS, Bolkestein), national (menaces sur l'Ecole, l'énergie, le transport ferroviaire, la santé...) et mettre en avant des objectifs communs pour les solidarités sociales et territoriales, pour faire des services publics un élément clé d'un projet d'émancipation. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE